



Les notes de

**La Fabrique Ecologique**

FONDATION PLURALISTE DE L'ÉCOLOGIE

Note ouverte à la co-construction citoyenne

---

# **Écologie et vie quotidienne : le chemin d'une transition réussie.**

## **Comment sortir du refus écologique**

Février 2025

# SYNTHÈSE

---

Pour réussir la transition écologique dans le contexte actuel, il faut agir pour des budgets publics et des réglementations à la hauteur des enjeux. Comme il faut agir pour réduire les inégalités. Mais il est aussi indispensable d'adopter une démarche critique et offensive. Certaines caractéristiques des politiques écologiques ont leur part de responsabilité dans les difficultés actuelles. Elles doivent dorénavant avoir pour objectifs prioritaires d'améliorer la vie quotidienne, en prenant en compte les inégalités sociales. De ce fait, elles doivent s'adapter pour ne plus peser sur les « prisonniers écologiques », celles et ceux qui aimeraient pouvoir choisir des solutions favorables à la transition écologique, mais qui ne le peuvent pas pour des raisons économiques.

Pour cela, nous proposons de renverser la logique. **Il faut d'abord améliorer la vie quotidienne afin d'agir sur la transition et non pas l'inverse. Cette volonté doit être co-construite avec les citoyens afin de la rendre la plus juste et efficiente possible.**

De nombreuses propositions sont possibles dans cette logique. Parmi celles-ci, nous souhaitons mettre en débat trois d'entre elles.

## PROPOSITIONS

---

Dans cette perspective le groupe de travail porte trois propositions :

- # 1** **L'alignement des prix des produits « propres » sur ceux des produits « sales »** (alimentation bio, train versus avion low-cost sur moyennes distances...)
- # 2** Un **plan cancer** qui comporte un vrai volet d'action sur ses **causes environnementales**, financé par la sécurité sociale
- # 3** La mise en place d'un grand programme de **lutte contre le gaspillage collectif**



## Signataires

- **Géraud Guibert**, Président de La Fabrique Ecologique, président du groupe de travail
- **Swann Gros-Borot**, rapporteur du groupe de travail
- **Jean-François Caron**, maire de Loos-en-Gohelle
- **Valérie Guillard**, docteure en science de gestion, professeur à l'université Paris-Dauphine
- **Lucile Schmid**, vice-présidente à La Fabrique Écologique

## Autres membres du groupe de travail

- **Joffrey Lavigne**, doctorant au Muséum National d'Histoire naturel
- **Jacopo di Nicola**, planificateur stratégique chez Veolia
- **Anne-Caroline Prévot**, directrice de recherches au CNRS et chercheuse au CESCO

## Grands Témoins

- **Dominique Voynet**, députée du Doubs et ancienne ministre de l'environnement
- **Yann Fradin**, vice-président d'Emmaüs France

## Relecture

Cette note a été discutée par le Comité de lecture de La Fabrique Écologique, composé de **Nicolas Blanc, Gildas Bonnel, Elyne Etienne, Géraud Guibert, Sandrine Maisano, Guillaume Sainteny et Lucile Schmid**.

Elle a enfin été validée par le Conseil d'administration de La Fabrique Écologique.

Première publication : Conformément aux règles de La Fabrique Écologique, cette première publication est mise en ligne sur le site de l'association ([www.lafabriqueecologique.fr](http://www.lafabriqueecologique.fr)) pour faire l'objet d'une co-construction citoyenne. Chacun peut contribuer à son élaboration, les amendements et les propositions pouvant être intégrés lors d'une deuxième publication de la note à intervenir dans les prochains mois.



## Sommaire

<b>Introduction .....</b>	<b>2</b>
<b>Du recul au refus écologique, un nouveau challenge .....</b>	<b>3</b>
<b>Les débats autour de la transition désirable .....</b>	<b>5</b>
<b>Amélioration des modes d'existence, changement des valeurs .....</b>	<b>7</b>
<b>Donner des possibilités de choix aux « prisonniers écologiques » .....</b>	<b>8</b>
<b>Les grandes priorités d'une transition écologique désirée dans la vie quotidienne</b>	<b>10</b>
<b>Co-construire les solutions avec les citoyens .....</b>	<b>11</b>
<b>Trois propositions concrètes mises en débat pour la transition désirée et voulue.</b>	<b>12</b>



## Introduction

*Pour réussir la transition écologique dans le contexte actuel, il faut agir pour des budgets publics et des réglementations à la hauteur des enjeux. Il faut agir pour réduire les inégalités. Mais il est aussi indispensable d'adopter une démarche offensive. Certaines caractéristiques des politiques écologiques ont leur part de responsabilité dans les difficultés actuelles. Elles doivent dorénavant avoir pour objectifs prioritaires d'améliorer la vie quotidienne des personnes à revenus modestes et de la partie de la classe moyenne « prisonniers écologiques », celles et ceux qui aimeraient pouvoir choisir des solutions favorables à la transition écologique, mais qui ne le peuvent pas.*

La transition écologique est aujourd'hui gravement menacée. À l'international, en Europe comme dans notre pays, les nouvelles s'accumulent dans le sens d'un recul de l'action climatique et écologique. Avant même l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, ce recul a commencé à se manifester en Europe, notamment à l'occasion de la crise agricole, et a eu depuis plutôt tendance à s'amplifier. Cette situation n'est pas le seul reflet des choix d'élites politiques et économiques qui surferaient sur le populisme et la déréglementation. Elle correspond aussi à l'état d'esprit d'une partie de la population, qui n'hésite plus à voter pour des partis ouvertement ou implicitement anti-climat et anti-biodiversité.

Ce recul peut apparaître paradoxal alors que la plus grande partie de la population continue à être convaincue de la gravité du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la responsabilité de l'homme dans ces phénomènes. Il s'explique en partie par le contexte géopolitique, marqué par l'émergence des tensions et des guerres, et par un cycle de difficultés économiques. Ces facteurs sont générateurs d'inquiétudes et de difficultés, vécues comme plus importantes et devant être traitées en priorité.

Mais le contenu même des politiques et solutions écologiques y joue aussi un rôle. La transition écologique suppose d'importantes transformations sociales, politiques, économiques portant à la fois sur le climat, la biodiversité et l'utilisation des ressources (exemple : l'eau).

Pourtant, les mesures prises sont trop souvent conçues sans prise en compte de leur impact économique et social. Elles sont de plus trop souvent exclusivement tournées vers la seule décarbonation. Elles ne prennent pas en compte les inégalités, alors que les classes supérieures et les plus riches ont les moyens de changer leur mode de vie ou, souvent, de continuer à polluer en échappant aux contraintes.

Elles représentent surtout des risques, notamment pour deux catégories, les personnes à revenu modeste, et une partie de la classe moyenne, qui constituent ce qu'on peut appeler des « prisonniers écologiques » : celles et ceux qui aimeraient pouvoir choisir des solutions favorables à la transition écologique, mais qui ne le peuvent pas. Ces catégories sont souvent les plus victimes des pollutions et du changement climatique. Mais elles ont aussi d'autres préoccupations, décisives pour leur vie quotidienne : le pouvoir d'achat, l'emploi, la sécurité, la santé, l'éducation des enfants. Elles ont un mode de vie contraint, en particulier par leur niveau de revenu.



Or plusieurs mesures de politique climatique et écologique comportent pour elles des risques importants et des incertitudes fortes pour leur mode de vie. Elles peuvent déboucher sur le sentiment de forte dégradation de leur situation professionnelle, sans avoir de réelles garanties qu'elles seront néanmoins protégées. Elles constituent aussi un ensemble de frustrations, de ne pas pouvoir consommer sain et propre, de ne pas pouvoir financer les travaux énergétiques dans leur logement, d'être contraintes dans des mobilités plus longues et coûteuses.

L'objectif de cette note était au départ de réfléchir à la manière de rendre la transition désirable. Ce sujet a déjà fait l'objet d'une abondante littérature en proposant des idées pour améliorer les méthodes de gouvernance et d'action et ainsi tenter d'embarquer tout le monde dans la transition écologique.

Cette note se concentre donc sur un sujet peu traité mais essentiel : celui de rendre la transition vraiment voulue et désirée en particulier par les « prisonniers écologiques ». Une transition écologique réussie passe notamment par une amélioration choisie, comprise et ressentie des modes de vie de ces catégories, conjointement avec un changement des valeurs qui sous-tendent ces derniers. Au-delà de la sécurité, l'indépendance et la compétitivité de chaque pays, la transition écologique doit répondre aux craintes des populations les plus vulnérables en termes de santé, de travail et de justice sociale.

Cet enjeu suppose un changement profond de méthode. La priorité doit être de mettre en débat des solutions pour améliorer la vie quotidienne de ces catégories, qui permettent en même temps de vraies avancées écologiques et climatiques.

## Du recul au refus écologique, un nouveau challenge

Aujourd'hui, la très grande majorité des Françaises et des Français sont convaincus que le changement climatique est en cours<sup>1</sup>, une large majorité d'entre eux (environ les deux tiers) partage le constat que l'être humain en est le responsable. Plus de la moitié pensent que l'état de la nature s'est dégradé au cours des dix dernières années<sup>2</sup>. Près de 80 % de nos concitoyens pensent que cette dégradation a des conséquences dans leur vie quotidienne et leur santé<sup>3</sup>. Plus de 75 % pensent qu'il est encore temps d'agir<sup>4</sup>.

La décennie actuelle est en outre décisive pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et entraver la perte de biodiversité et le déclin de la nature<sup>5</sup>. Les scientifiques, qu'ils soient issus du GIEC, pour le climat, ou de l'IPBEs, pour la biodiversité, nous rappellent régulièrement l'urgente nécessité d'implémenter des changements transformateurs en matière de politique écologique.

Pourtant, on semble observer un vrai recul écologique depuis quelque temps. Près de deux tiers des Français sont pessimistes sur la possibilité de limiter le changement climatique d'ici la fin du siècle<sup>6</sup>. Seulement 32 % des Français pensent que l'avenir est encore entre nos mains et que nous avons encore

---

<sup>1</sup> 92 % de nos concitoyens en sont convaincus cf. Baromètre de la transformation écologique, Veolia, 2024.

<sup>2</sup> « Les Français et la nature (2020) », Enquête du Commissariat général au développement durable, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-francais-et-la-nature-2020>.

<sup>3</sup> Eurobarometre 2024 sur climat et environnement.

<sup>4</sup> Baromètre ADEME février 2024.

<sup>5</sup> « Promouvoir et accélérer le changement transformateur est essentiel pour [...] réaliser la Vision 2050 pour la biodiversité, qui décrit un monde où toutes les formes de vie peuvent s'épanouir », Arun Agrawal, co-président de l'évaluation 2024 de l'IPBES sur les Changements transformateurs.

<sup>6</sup> Enquête ADEME cité supra.



la possibilité de limiter le dérèglement climatique et de réduire les pollutions<sup>7</sup>. De plus, l'inquiétude générée par le changement climatique est en diminution depuis trois ans (de 35 % à 29 % en France)<sup>8</sup>.

Sur le plan politique, la montée du vote populiste dans les pays occidentaux s'accompagne d'une affirmation de plus en plus nette de la position des partis de cette mouvance, peu soucieuse de l'action écologique, voire même délibérément hostile<sup>9</sup> à celle-ci. Cette attitude est désormais rejointe par une partie des responsables issus de la droite plus modérée dite « républicaine ». Cette évolution contraste fortement avec la situation française d'il y a une vingtaine d'années, où l'ensemble des partis politiques se mettaient d'accord sur un pacte écologique ambitieux lors du Grenelle de l'environnement.

Sur le plan économique, la transition écologique s'effectue à bas bruit dans les entreprises. Les réticences sont de plus en plus marquées dans certains secteurs d'activité, en particulier lorsque la réglementation leur impose des transformations profondes. C'est le cas par exemple de l'industrie automobile avec les véhicules électriques. L'objectif des constructeurs de ne pas prendre du retard dans l'électrification s'accompagne du souci de ne pas prendre une avance trop importante sur les évolutions prévisibles, au risque de perdre de la compétitivité.

Pour les ménages, la période précédente de crise de l'énergie était plus favorable à la sobriété et aux investissements verts. L'envolée du prix de l'énergie a logiquement incité à réduire autant que possible son utilisation. L'énergie est nettement moins chère aujourd'hui, mais l'inflation a rogné le pouvoir d'achat. Les investissements, qu'ils soient dans une voiture électrique ou pour mieux isoler son logement, restent coûteux pour la classe moyenne et sont pratiquement inaccessibles aux couches populaires. Les résistances au changement ont de fortes chances de s'intensifier et de se généraliser lorsque les facteurs économiques ne vont pas non plus dans le sens de la transition.

Pour les collectivités locales, enfin, la transition écologique garde une image porteuse car le plus souvent synonyme au plan local d'une amélioration de la qualité de la vie. Mais elle comporte aussi des contraintes et des surcoûts budgétaires non négligeables. À l'action sur l'atténuation s'ajoute, du fait de la montée des catastrophes naturelles, l'exigence de plus en plus forte de l'adaptation, pour laquelle les décideurs locaux sont en première ligne. Dernièrement, les élus locaux vivent mal certaines injonctions pouvant leur paraître contradictoires, entre la transition énergétique et la protection de la biodiversité, comme pour le déploiement du photovoltaïque pouvant avoir une grande empreinte sur les sols<sup>10</sup>.

L'écologie elle-même est devenue clivante, à la fois dans certains médias et dans le discours porté par quelques partis et responsables politiques. Elle est parfois accusée de tous les maux, par exemple lors de catastrophes naturelles, sur le fondement de *fake news*. Cela a été le cas notamment lors des inondations dans le Nord de la France il y a quelques mois, à partir d'une affirmation non vérifiée selon laquelle les fossés n'auraient pas été nettoyés pour des raisons écologiques. Phénomène nouveau, l'écologie est devenue en elle-même indésirable sur de nombreux médias et dans les conversations, le mot même pouvant susciter dès le départ une hostilité forte. Un véritable 'refus écologique' est en train de s'installer.

---

<sup>7</sup> Baromètre Veolia cité supra.

<sup>8</sup> Enquête Obs'COP 2024 citée supra.

<sup>9</sup> « Le pacte vert européen face à la montée des droites conservatrices et radicales », Policy Paper n°296, janvier 2024, Institut Jacques Delors.

<sup>10</sup> « Le fait de se concentrer exclusivement sur le changement climatique peut avoir des conséquences négatives sur la biodiversité et l'alimentation, reflétant la concurrence pour les terres. », résumé pour décideurs du rapport 2024 de l'IPBES « *Affronter Ensemble Cinq Crises Mondiales Interconnectées en Matière de Biodiversité, d'Eau, d'Alimentation, de Santé et de Changement Climatique* ».



Il y a donc des motifs à ce rejet, mais aussi des ressentis qui peuvent expliquer le recul écologique. Les catastrophes climatiques, pourtant plus nombreuses et plus intenses, sont vite oubliées et ne sensibilisent que ceux qu'elles touchent directement. L'urgence est relativisée pour un thème vécu comme porté d'abord par les décideurs au détriment du peuple. Le sentiment de fatalité augmente d'une action climatique qui avance moins vite qu'il le faudrait. Alors qu'existent de nombreuses incertitudes sur l'avenir, une partie de la population, en priorité les plus modestes, craint que l'ampleur du changement dégrade son mode de vie. Il y a enfin un sentiment d'absence d'exemplarité des élites et d'injustices dans les solutions proposées.

Plus des deux tiers des Françaises et des Français restent néanmoins convaincus que l'inaction coûtera plus cher que l'action écologique<sup>11</sup>. Pour une large majorité de nos concitoyens, ne pas agir n'est pas la solution et ce sont l'État et les grandes entreprises qui doivent le faire en priorité. Il n'y a donc aucune impossibilité de principe à se donner comme priorité de sortir de ce refus écologique.

## Les débats autour de la transition désirable

Ce contexte explique en partie la multiplication des papiers, articles, notes ou ouvrages portant sur la manière à adopter pour renverser cette tendance. L'idée de rendre la transition désirable y est très souvent évoquée<sup>12</sup>.

Cet objectif de transition désirable suscite en soi un premier débat : certains, considèrent que le désir de transition écologique n'est pas le sujet principal. Les risques associés à la crise climatique et à la biodiversité sont considérables, bien supérieurs aux inconvénients de la transition et aux efforts de toute façon inévitables que chacun et chacune doit accomplir. La transition n'aurait pas besoin d'être désirable puisqu'elle devrait s'imposer : aucune importance, et aucun intérêt donc à tenter de convaincre les gens d'y adhérer, puisque la multiplication des événements climatiques obligera tout le monde à s'y engager.

Ce n'est pas notre avis. La nécessaire modification des modes d'existence est certes certaine. En revanche, les différents scénarios de cette transformation sont au cœur des enjeux. L'assimilation de l'action climatique et écologique à une accumulation de contraintes incontournables, réglementaires et fiscales, n'a pour résultat que de contribuer à la rejeter, voire à en nier la nécessité. La transition écologique prise sous l'angle d'une transition systémique doit pourtant aboutir à une transformation des modes de vie (alimentation, transports, loisirs, ...) qui nécessite un engagement, une implication et ne peut être imposé d'en haut.

L'hostilité durable à la transition d'une large partie de la population ne peut que constituer une impasse. La réussite de la transition écologique repose sur une multitude d'acteurs — citoyens, associations, entreprises, collectivités locales — et de leurs initiatives. Elle ne peut non plus être une option car ceux qui pourraient perdre à l'absence de transition écologique ne sont pas les mêmes que ceux qui

---

<sup>11</sup> « 68 % des Français sont convaincus que l'inaction coûtera plus cher que l'action écologique », « Transformation écologique : « Sommes-nous prêts ? », Baromètre Veolia & ELABE « Transformation écologique : « Sommes-nous prêts ? », <https://www.veolia.com/fr/2eme-edition-barometre-2024>

<sup>12</sup> « Rendre la transition écologique attractive : les pistes de la Fondation Jean Jaurès », article du journal *Le Monde* du 23 avril 2024, [https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/04/23/rendre-la-transition-ecologique-desirable-les-pistes-de-la-fondation-jean-jaurès\\_6229367\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/04/23/rendre-la-transition-ecologique-desirable-les-pistes-de-la-fondation-jean-jaurès_6229367_3244.html)





peuvent et doivent y contribuer. Faire en sorte que la grande majorité souhaite la transition constitue donc un vrai enjeu.

La manière de rendre la transition désirable constitue un deuxième débat. Certains estiment que la condition nécessaire pour y parvenir consisterait à délivrer les bons messages, à mieux présenter les objectifs de la transition écologique, à rendre plus clair le changement nécessaire de valeurs, à intégrer les changements dans un récit attractif et à associer les citoyens à la définition des solutions. L'essentiel relèverait ainsi d'un problème méthode et de présentation, en particulier de la part des responsables politiques et des médias, les orientations de fond s'imposant de toute façon sur une base scientifique. La transition serait, selon eux, rejetée principalement parce qu'on l'explique mal, que les gens la comprennent mal, et que les responsables ne savent pas se montrer suffisamment convaincants.

Améliorer ces différents éléments peut être utile. Les insuffisances et les incompréhensions des messages délivrés par les élites politiques, scientifiques et médiatiques sont réelles. Malgré la place plus importante des événements climatiques dans les médias<sup>13</sup>, un recul s'observe par exemple depuis 18 mois<sup>14</sup> et les questions climatiques sont davantage traitées sous l'angle des catastrophes que des solutions. L'absence de définition d'un horizon mobilisateur est particulièrement frappante. Malgré les scénarios développés par l'ADEME<sup>15</sup>, les grandes caractéristiques de nos sociétés en situation de neutralité climatique restent très incertaines, alors que l'objectif 2050, est désormais dans moins de vingt-cinq ans.

A notre avis, de telles carences sont réelles mais ne sauraient à elles seules constituer l'explication principale de l'apparent rejet croissant de la transition écologique dans la quasi-totalité des pays occidentaux développés. En n'abordant pas le fond des politiques suivies, cette logique prend mal en compte les conséquences des conditions réelles de vie d'une partie de la population

Un troisième et dernier débat est de savoir si l'écologie, plutôt que désirable, ne devrait pas être radicale. Ce point de vue est porté notamment par celles et ceux qui, pour défendre l'écologie, s'illustrent par des méthodes considérées comme 'radicales' et reprises très largement par les médias, que ce soit des jets de peinture sur des œuvres d'art, des blocages de voirie ou une volonté d'affrontement avec les forces de l'ordre.

Autant les luttes et les manifestations contre les projets anti-écologiques sont indispensables, autant les violences associées à certaines d'entre elles provoquent des réactions négatives et ont bien du mal à montrer qu'elles font avancer les solutions écologiques. Certains politiques et médias désignent parfois, à bon compte et un peu vite, ces écologistes radicaux comme responsables de tous les maux et leur font jouer un rôle de bouc-émissaire.

Nous estimons pour notre part que ce type de sujet ne doit pas masquer l'essentiel : il est en effet nécessaire d'introduire une forme de radicalité mais à partir du moment où elle s'applique à des solutions lucides et concrètes, et non à des seuls refus : lucidité pour comprendre ce qu'on risque de perdre et ce qu'on a à gagner de ces changements transformateurs, pour mieux répartir les efforts dans une perspective de justice écologique, pour pointer les bonnes responsabilités sans stigmatiser des groupes prisonniers de certains systèmes productifs.

---

<sup>13</sup> « L'environnement, une préoccupation dont se saisissent les médias », Résultats & Repères du 6 juillet 2023 par Médiamétrie, <https://www.mediametrie.fr/fr/l'environnement-une-preoccupation-dont-se-saisissent-les-medias>.

<sup>14</sup> Moins 30% en 2024 par rapport à 2023 du temps d'antenne consacré aux enjeux environnementaux dans les programmes d'information des médias audiovisuels français. Source : Observatoire des médias sur l'écologie (OME)

<sup>15</sup> <https://www.ademe.fr/les-futurs-en-transition/les-scenarios/>.



La vraie question en débat devrait être de chercher à garantir, en tout cas à une partie de la population et en particulier aux plus démunis, que l'action écologique se décline systématiquement en une amélioration de la vie quotidienne et non en une détérioration, permettant de transformer les représentations, les modes de vie, de production, de consommation, et de faire société. Il faut que, pour la vie quotidienne, l'immobilisme soit moins attractif que la transition, afin que cette dernière soit voulue et désirée plutôt que seulement désirable.

## Amélioration des modes d'existence, changement des valeurs

La transition écologique suppose un changement des valeurs dominantes dans notre société. Plutôt que le bonheur par la seule consommation de biens matériels, la sobriété et le souci d'éviter tous les gaspillages sont indispensables. Plutôt que l'irresponsabilité de ne pas s'intéresser à la nature, il s'agit de ne pas la souiller, de cesser de prélever des ressources pour des choses inutiles. Plutôt que l'enrichissement sans limite, le souci de la solidarité doit l'emporter.

Contre un individualisme exacerbé, la priorité doit être donnée à la protection des biens communs. La principale préoccupation demeure pourtant souvent « comment, moi, je m'en sors ? », voire « comment, moi, j'y échappe ? ». Le recul du collectif, porte un vrai tort à la transition. Il faut parvenir à passer d'une logique de « après moi, le déluge » à « après nous, le refuge ».

Une condition pour parvenir à ce basculement réside dans l'émergence d'un récit collectif de changement.<sup>16</sup> Celui-ci existe aujourd'hui dans l'art, la fiction et la littérature, mais reste trop largement minoritaire. Le terme « d'écologie » ne porte pas toujours un sens concret et mobilisateur pour les classes populaires, qui ont pourtant un intérêt pour ces questions<sup>17</sup>. L'approche de la transition écologique et climatique par les valeurs est d'autant plus mal comprise lorsque la réalité des mesures prises comporte des difficultés réelles pour les catégories à revenus modestes, et des avantages pour la vie quotidienne peu perceptibles. De multiples exemples peuvent en être donnés.

La rénovation énergétique des logements est une mesure vertueuse pour la planète et pour la qualité de vie. Ces travaux doivent diminuer la facture énergétique des ménages, créent de l'emploi et améliorent l'indépendance énergétique de la France. Mais, malgré les aides, l'investissement nécessite un apport financier hors de portée pour beaucoup de ménages. Il n'est en général rentable qu'au bout de plus d'une décennie. Aucune garantie précise n'existe de diminution de la facture, qui intervient en réalité avec de fortes disparités<sup>18</sup>. Il serait pourtant important que les aides correspondantes garantissent une économie suffisante sur les factures d'énergie au même niveau de chauffage, ou une amélioration de la température ambiante.

Les mesures sur les voitures dans les grandes villes sont de leur côté favorables à la lutte contre la pollution de l'air. Mais elles ne prennent pas en compte la pollution par les particules qu'émettent aussi les véhicules électriques. Elles ne font pas toujours l'objet d'un plan global intégrant de manière suffisante les importantes pollutions de l'air liées notamment aux industries et au chauffage au bois.

---

<sup>16</sup> « Mobiliser la société à travers le prisme de l'imaginaire », rapport 2024 de l'ADEME.

<sup>17</sup> « Approfondir la compréhension de la précarité matérielle », rapport 2024 du CREDOC, <https://www.adnfrance.org/le-rapport-detude-du-credoc-premiers-resultats-de-linitiative-de-recherche/>

<sup>18</sup> « Une étude sur les baisses réelles de consommation », UFC Que Choisir, <https://www.quechoisir.org/actualite-renovation-energetique-une-etude-sur-les-baisses-reelles-de-consommation-nl19630/>



L'adaptation au changement climatique sous-estime gravement le devoir des pouvoirs publics de protéger les citoyens et de garantir leur sécurité, par exemple en anticipant pas suffisamment la situation future des constructions existantes en zone inondables. Cet enjeu demeure pourtant un objectif essentiel au vu de la multiplication prévisible des catastrophes naturelles.

En matière d'emploi, l'économie verte est décisive pour la réindustrialisation du pays. Il faut par exemple, huit fois plus de personnes, et donc d'emplois, pour recycler une bouteille en plastique que pour la fabriquer. Les énergies locales décarbonées (bioénergie, chaleur et froid résiduels) ont un potentiel important en matière de création d'emploi locaux, bien plus que d'acheter son énergie à l'étranger. Pour autant, ces éléments ne peuvent et ne doivent pas masquer l'impact des restructurations nécessaires de l'économie fossile, avec des conséquences directes sur l'emploi de certaines branches industrielles. Il est ainsi important de donner des garanties suffisantes à ceux touchés par ce processus.

Le récit sur la transition écologique, nécessaire, doit ainsi partir des réalités concrètes et des vécus, sans en masquer les enjeux et les difficultés. Les politiques suivies doivent s'accompagner de jalons identifiés — ambitieux quoique atteignables — sur le sentier de cette transition. Que tous les citoyens, en particulier les plus modestes, aient le sentiment que l'on avance, que l'on a fait du chemin, pour ne pas se décourager en cours de route, et qu'ils perçoivent au bout du compte que l'action climatique et écologique a amélioré, améliore et améliorera leur niveau et leur mode de vie. : voilà ce qui est décisif.

## Donner des possibilités de choix aux « prisonniers écologiques »

Bien sûr, la transition écologique ne peut et ne pourra pas permettre une amélioration des modes de vie pour tous et toutes. Les jets privés et les multi propriétés des plus riches devront être taxés ou disparaître. Ces catégories devront s'habituer à réduire le gaspillage que constitue la surconsommation en particulier d'objets et de services dits de luxe. Ils devront accepter une étape nouvelle de justice sociale, avec des mesures de réduction des inégalités qui affecteront directement leurs revenus et leurs richesses. Il est impossible de garantir à chacune et à chacun que la transition écologique sera positive pour son niveau ou son mode de vie à lui.

Mais si, par cette orientation, on pense que l'effort demandé aux plus riches rendra automatiquement la transition acceptable aux plus pauvres, on se trompe lourdement. Les plus modestes ne seront convaincus que s'ils constatent, en parallèle, une vraie amélioration de leurs conditions de vie<sup>19</sup>.

On se trompe aussi si on pense qu'on pourra traiter l'ensemble de la classe moyenne de la même façon que les catégories modestes. L'effort d'accompagnement public serait dans ce cas incompatible avec notamment l'état de nos finances publiques. A l'inverse, si on voulait concentrer l'action sur les personnes à revenus les plus modestes et donc ne rien proposer à la classe moyenne, l'hostilité de cette dernière à la transition écologique aurait toutes les chances de perdurer et de s'accroître.

---

<sup>19</sup> « Faire de la transition écologique un levier d'inclusion sociale », rapport 2024 du Comité national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.



Quels sont donc les critères à utiliser ? Pour notre part, nous souhaitons mettre en débat l'importance de traiter en priorité la situation des « prisonniers écologiques ». Il s'agit de celles et ceux, à revenus modestes ou faisant partie de la classe moyenne, qui aimeraient pouvoir choisir des solutions favorables à la transition écologique, mais qui ne le peuvent pas, compte tenu notamment de leurs niveaux de revenus, de leurs charges ou de leurs contraintes familiales ou professionnelles.

Quelles que soient les bonnes intentions affichées ou les effets d'annonce, de nombreuses personnes peuvent gravement souffrir des mesures prises au nom de la transition écologique, ou être déstabilisées par la difficulté d'y faire face, ou être très frustrées de ne pas pouvoir en bénéficier.

Ce sont pour l'essentiel, celles et ceux qui sont directement affectés par l'évolution des prix de l'énergie sans pouvoir ni investir pour diminuer leurs factures, ni changer de mode de vie pour éviter d'être pénalisés. C'est aussi vrai pour l'alimentation, la bonne, celle qui contribue à une bonne santé, qui est difficilement accessible pour des budgets contraints.

Certains secteurs professionnels ils sont, de la même façon, prisonniers de certains verrous économiques majeurs pour avancer dans la transition écologique. Il s'agit par exemple d'agriculteurs sur des exploitations petites ou moyennes, dans des filières ne permettant que de faibles rémunérations, et qui se sont lourdement endettés pour investir.

Face à l'augmentation de leurs factures d'énergies fossiles — logique si l'on veut voir disparaître ces dernières — ce sont celles et ceux qui n'ont aucun moyen de changer de situation, et sont donc condamnés à payer davantage alors qu'ils ont des revenus modestes, voire même moyens, mais qui comportent pour des raisons diverses une forte composante de dépenses obligatoires : loyers, remboursement d'emprunt, charges énergétiques, etc. C'est notamment la population qui s'est fortement mobilisée lors de la crise des gilets jaunes.

En milieu géographique à forte densité urbaine, certaines populations locataires de passoires thermiques ne peuvent pas déménager compte tenu de leur niveau de revenus et de leurs contraintes professionnelles et familiales. En milieu peu dense, périurbain et rural, une partie de la population est prisonnière de son automobile et ne dispose pas de vraies solutions alternatives pour s'en passer<sup>20</sup>. Tous n'ont pas la liberté de choisir des solutions propres et soutenables, alors que souvent ils aimeraient pouvoir le faire.

Pour les « prisonniers écologiques », la transition écologique doit d'abord être synonyme de plus de liberté dans leur mode de vie. Ce sont eux qui sont à rassurer et à soutenir dans la transition ; ce sont eux que les mécanismes d'accompagnement doivent cibler en priorité.

---

<sup>20</sup> « Le niveau de criticité dans l'absence de choix entre différents modes de transport semble fortement corrélé au niveau d'urbanisation du territoire : seulement 27 % des habitant.es de communes isolées ont le choix entre différents modes de transports quand elle atteint 79 % dans les villes centres des grandes métropoles. », *Baromètre des mobilités du quotidien*, Wiiimove & ADEME, édition 2024.



## Les grandes priorités d'une transition écologique désirée dans la vie quotidienne

Il ne s'agit donc pas seulement pour ces catégories de mieux mettre en valeur les « co-bénéfices » de l'action climatique. Ce terme en lui-même est d'ailleurs révélateur, en montrant que l'amélioration de leur mode de vie serait une préoccupation seconde, alors que ce devrait être l'inverse : l'efficacité climatique et écologique doit plutôt être un co-bénéfice des mesures prises pour améliorer la vie quotidienne des « prisonniers écologiques ». Renverser la logique existante jusqu'à présent, voilà ce qui importe vraiment.

Sur le pouvoir d'achat, l'objectif doit être de réduire durablement les charges qui absorbent une part importante et croissante des revenus modestes. Les aides à la rénovation énergétique des logements doivent être par exemple construites pour garantir aux « prisonniers écologiques » une diminution de leur facture correspondant à ce qui est attendu, à l'instar de ce qui commence à se faire pour l'accès aux véhicules électriques<sup>21</sup>.

Il faut aussi que des réformes structurelles accompagnent progressivement ce mouvement, par exemple un aménagement du territoire qui se fixe comme objectif une réduction de la distance de trajet entre le domicile et le lieu de travail, en particulier en régions périurbaines et rurales. Une vraie revitalisation des régions en déclin démographique est tout aussi nécessaire si on veut par exemple lutter contre l'artificialisation des sols en réduisant le nombre de logements vacants.

Sur la consommation responsable, l'objectif doit être là aussi d'améliorer le pouvoir d'achat en favorisant la consommation sobre et privilégiant les produits propres. Ainsi, une voiture conçue dès le départ par son constructeur pour être légère sera également sobre dans son utilisation quotidienne. Le système de prix devrait être lui aussi adapté, en se fixant comme objectif, notamment par la fiscalité<sup>22</sup>, d'égaliser pour le même service rendu les prix des produits propres avec celui des produits sales, voire de taxer davantage ces derniers.

Sur la santé, son amélioration devrait là encore devenir un objectif spécifique et un levier prioritaire d'action transversale, que ce soit en matière d'agriculture, de mobilité, ou d'alimentation. Selon une étude de Veolia, la majorité de la population se dit prête à agir, voire à assumer un coût supérieur, si cela répond à leur demande de protection au niveau sanitaire — comme lors du COVID — et économique.

Un autre exemple important à l'époque des aggravations du risque d'inondations pourrait être de généraliser la récupération (cuves installées dans toutes les constructions publiques, ou dans l'habitat privé), afin de limiter les risques sur les événements extrêmes (système tampon), et de réduire fortement la facture d'eau potable. Le recyclage de l'eau, en particulier de pluie, permettrait de la réutiliser pour vider les toilettes, arroser un terrain de foot ou nettoyer les rues, une solution qui éviterait d'utiliser de l'eau potable.

---

<sup>21</sup> Voir l'exemple du dispositif « Mon Leasing électrique », <https://www.ecologie.gouv.fr/mon-leasing-electrique>.

<sup>22</sup> « Adaptation de la fiscalité aux exigences de la transition écologique », rapport 2023 de l'Inspection générale des finances.



L'importance de la proximité avec la nature constitue un autre levier. Nos concitoyens de toute catégorie y attachent à juste titre une grande importance. Chacun reconnaît que la vie quotidienne est bien meilleure quand on habite à proximité d'espaces naturels<sup>23</sup>, et qu'on a de ce fait une sensibilité beaucoup plus grande à la nécessité de les protéger.

## Co-construire les solutions avec les citoyens

L'idée de « transition désirable » est parfois synonyme de « comment faire comprendre ». Mais ce n'est pas aux scientifiques, aux experts ou plus généralement aux élites censées détenir le savoir d'imposer les solutions. C'est au contraire par des initiatives de co-construction citoyenne que celles-ci peuvent émerger ; tout en formant, en accompagnant cette citoyenneté à l'écoute, la participation, la co-construction de solutions.

Le mécanisme devrait fonctionner en deux temps. Le rôle de la puissance publique, c'est d'abord de fixer les grands objectifs en concertation avec toutes les parties prenantes, et sur la base d'un diagnostic scientifique. Puis, à partir de cette base, il s'agit de donner largement la main aux collectivités et aux citoyens pour les mettre en œuvre avec toute l'ambition nécessaire, mais aussi au plus près des réalités du terrain. La dimension locale est ainsi essentielle.

Alors qu'une approche purement morale, sur la base d'une injonction « soyez responsables », constitue forcément une source de rejet, le local est le niveau le plus pertinent et efficace. Il permet une analyse fine des besoins ; de l'intelligence collective pour des réponses opérationnelles et efficaces, grâce à l'expertise d'usage des acteurs, des habitants ; et de relier élus et citoyens dans un exercice partagé de démocratie. Coconstruire est au cœur du processus de conduite de changement. Des « micro-Grenelles », par exemple en mettant ensemble autour de la même table les producteurs et les consommateurs, devraient ainsi être développés.

Il existe une certaine forme de lassitude vis-à-vis de la démocratie participative, qui peut aller jusqu'à une remise en cause. Celle-ci ne doit pas entraîner à une forme de naïveté, qui ferait considérer qu'elle permet automatiquement de dépasser le jeu des intérêts individuels. Mais, plutôt que de rejeter ses méthodes, il faut plutôt les approfondir. La co-construction avec les citoyens mérite un cadre de délibéré cohérent, et vécu comme tel, tout en évitant en évitant deux risques : celui de ne considérer la parole citoyenne que comme un simple avis non prescriptif, ce qui enlèverait beaucoup d'intérêt et de portée à la démarche ; celui de laisser penser, comme lors de la Convention citoyenne pour le climat, que ce type d'instance peut être le décisionnaire en dernier ressort, effaçant ainsi le rôle difficilement remplaçable de la démocratie représentative.

---

<sup>23</sup> « à même niveau de revenu, même niveau de diplôme, même âge, même sexe, même ressenti de contraintes budgétaires au niveau du logement, même présence à proximité d'une commune avec des espaces naturels ou non, les habitants des communes peu artificialisées affichent un plus grand niveau de bonheur que les habitants des communes très artificialisées. », Rapport « Proximité à la nature – une source de bien-être » de l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts.



## Trois propositions concrètes mises en débat pour la transition désirée et voulue

Les solutions devraient prendre en compte les réalités de terrain, le point de vue des citoyens, et donner aux 'prisonniers énergétiques' les garanties d'amélioration concrète de la vie quotidienne. Sur la rénovation énergétique de logement, par exemple, il est indispensable de sortir du débat entre l'aide à la rénovation « globale » et celle « par geste ». La première est évidemment souhaitable, mais n'est souvent pas accessible financièrement aux 'prisonniers écologiques'. Il serait donc souhaitable d'avancer vers la possibilité d'aide à des rénovations dont les étapes seraient programmées et coordonnées dans le temps, avec une garantie de résultats. Par ailleurs, sur la mobilité, l'aide à l'achat de petits véhicules électriques devraient cibler les personnes de revenus modestes et moyens dépendantes de leur voiture pour le trajet domicile-travail.

Ce changement de l'approche écologique peut, à titre d'exemple, s'illustrer par trois propositions concrètes que nous les mettons en débat, afin de nourrir la co-construction citoyenne nationale et locale que nous appelons de nos vœux.

### **Proposition n°1 : l'alignement des prix des produits « propres » sur ceux des produits « sales »**

Dans de nombreux cas, le prix des produits propres est nettement supérieur à celui des produits sales. Deux exemples sont particulièrement frappants : l'alimentation, où les produits bio sont par exemple plus chers que les autres ; et le transport moyenne distance, où le prix de l'avion *low cost* est nettement inférieur à celui du train.

L'orientation pourrait donc être fixée d'aligner les prix sur certaines gammes de produits et de services, à un horizon donné de quelques années. Le principal outil pour y parvenir serait l'ajustement de la fiscalité, et en particulier les taux de TVA, qui sont à négocier au niveau européen.

Compte tenu de l'état actuel des finances publiques, il serait irréaliste de considérer que cet ajustement permettra dans tous les cas de ramener les prix des produits propres au niveau actuel de celui des produits sales. C'est pourquoi le dispositif pourrait être complété par la proposition, déjà faite par La Fabrique Écologique, d'une carte de fidélité et de solidarité écologique pour les produits alimentaires. Avec cette carte, le consommateur gagne des points sur les achats « propres » qu'il fait, et l'État abonde en plus le nombre de points pour les ménages défavorisés. Les expériences en cours de sécurité sociale alimentaire peuvent, sur ce plan, constituer un apport utile.

### **Proposition n°2 : un plan cancer qui comporte un vrai volet d'action sur ses causes environnementales, financé par la sécurité sociale**

Il s'agit d'intégrer explicitement dans une prochaine version du plan cancer les mesures à prendre en matière de réduction des usages des pesticides et de lutte contre les émissions de particules fines. De très nombreuses publications scientifiques établissent un lien entre les cancers et l'utilisation de certains pesticides ou la pollution de l'air.

Cette intégration doit permettre de fixer et de justifier un calendrier précis et de dégager les moyens budgétaires, dans le cadre du budget de la sécurité sociale, permettant d'accompagner pleinement les agriculteurs et les agricultrices dans cette mutation, qui peut représenter pour eux une diminution de leur chiffre d'affaires ou des charges supplémentaires, y compris de travail. Ce type de mécanisme pourrait de la même façon s'appliquer à l'obésité.



### **Proposition n°3 : la mise en place d'un grand programme de lutte contre le gaspillage collectif**

Pour la majorité des citoyens, la lutte contre le gaspillage est une valeur individuelle. Ce serait à chacun et à chacune d'agir au mieux pour limiter ses déchets, d'acheter des « bons » vêtements lorsque le besoin se fait sentir, ou de ne pas remplacer son téléphone à chaque fois que sort un nouveau modèle. Elle comporte en réalité une forte composante collective. L'organisation de la société encourage en effet souvent les comportements de vrai gaspillage (absence de possibilités de réparer, absence de compétences, etc.).

On pourrait ainsi multiplier les exemples, sur les emballages, la publicité, l'allongement des trajets pour aller au travail ou faire ses courses et, bien sûr, les encouragements permanents à la surconsommation et à l'achat de produits sales. Il s'agit donc de traquer tous les mécanismes collectifs aboutissant à une consommation inutile de matières ou d'énergie. Ce programme — nécessairement de grande ampleur — pourrait être préparé par une convention citoyenne. Il comporterait une composante nationale et une composante locale, au plus près de la réalité des modes de vie et des territoires.

